

POURQUOI LE ROYAUME-UNI DOIT RESTER DANS L'UNION EUROPÉENNE ?

Au Royaume-Uni, la campagne en faveur du Brexit semble rallier de plus en plus de partisans. Pourtant, les pro-Brexit font vibrer la corde sensible de l'émotion sans prendre la mesure du désastre économique, mais aussi politique, que représenterait une sortie de l'Union européenne.

L'adhésion du Royaume-Uni à l'Union européenne ne tient plus qu'à un fil, plus tenu de jour en jour. Tout dépend du résultat du référendum, qui se tiendra le 23 juin prochain, sur le maintien ou la sortie du pays de l'UE. Si les partisans du Brexit, qui sont plus âgés et plus susceptibles d'aller voter que les jeunes, remportent le scrutin, le gouvernement n'aura d'autre alternative que d'invoquer rapidement l'Article 50 du Traité de Lisbonne et d'entamer le processus de retrait, qui sera long,

complexe et néfaste sur le plan économique. Aux yeux des gagnants, tout sera d'une incroyable simplicité : pour eux, qui ne sont animés que par une émotion fébrile, le rétablissement de la souveraineté (soi-disant perdue par le Royaume-Uni depuis son adhésion à l'UE) prime largement sur le calcul politique rationnel des conséquences et sur la réaction de nos partenaires. Ils pensent que le sentiment d'amertume de l'Europe continentale à l'égard

du Royaume-Uni ne sera que temporaire. Ils oublient le mal que s'est donné l'UE pour nous accorder des exemptions (nos clauses légales de non-participation à l'euro et à Schengen, le « statut spécial » renégocié par David Cameron), des efforts qui n'ont cessé d'être dénigrés par le peuple britannique. Ils ne se rendent pas compte que le vote britannique secouera l'organe politique de l'Europe, assailli par des minorités populistes à droite comme à gauche.

« Émotion fébrile plutôt que calcul rationnel »

non-participation à l'euro et à Schengen, le « statut spécial » renégocié par David Cameron), des efforts qui n'ont cessé d'être dénigrés par le peuple

britannique. Ils ne se rendent pas compte que le vote britannique secouera l'organe politique de l'Europe, assailli par des minorités populistes à droite comme à gauche.



© Commission européenne

Le Brexit forcera le reste de l'Europe soit à resserrer les rangs, soit à se désintégrer : son histoire depuis la Seconde Guerre mondiale a montré que les hommes politiques du continent se battront jusqu'à leur dernier souffle pour que l'Europe reste unie. À la différence des partisans britanniques de la sortie, ils savent que l'Europe est la seule alternative à la malédiction séculaire de la civilisation européenne : le nationalisme. Comme l'a dit François Mitterrand dans son magnifique discours d'adieu au Parlement européen en 1995, « le nationalisme, c'est la guerre ».

UE, clef de l'influence britannique

Si le Royaume-Uni tourne le dos à l'Europe, le 23 juin, la peine du continent sera réelle, mais ce serait une erreur phénoménale de confondre peine et sympathie, traitement spécial et passe-droit. C'est pourtant ce que « notre aspirant Premier ministre » pro-Brexit, Boris Johnson, semble attendre des chancelleries européennes.

Le Royaume-Uni récoltera alors les fruits de décennies de défaillance de l'*establishment*. En réalité, notre adhésion à l'UE est le fondement de notre « stratégie nationale » depuis les années 1960. En conséquence, l'UE est devenue le centre de nos relations commerciales, notre véritable marché intérieur. C'est grâce à elle que le Royaume-Uni attire des investissements du monde entier. Depuis la crise de Suez de 1956 et l'effondrement des illusions d'après-guerre du Royaume-Uni, qui pensait compter parmi les trois grandes puissances mondiales, l'adhésion à l'UE est la clé de l'influence britannique à l'international et une condition préalable au maintien de relations étroites avec les États-Unis. Pourtant, peu de dirigeants politiques ont eu le courage d'expliquer au peuple britannique que notre adhésion à l'UE était la condition nécessaire (quoique non suffisante, inévitablement) à notre prospérité et à notre sécurité.

Le parti conservateur a eu les plus grandes difficultés à s'adapter à la perte de l'Empire. Il a conservé un attachement romantique à la démocratie de type Westminster, la « mère de tous les parlements », malgré son archaïsme et son dysfonctionnement constitutionnels.



Il n'a jamais adhéré à l'argument selon lequel la « mise en commun » des souverainetés nationales renforcerait l'influence et la puissance du Royaume-Uni dans notre monde moderne interdépendant. Les conservateurs ont détesté le concept d'intégration économique avec l'euro de Jacques Delors, pour une Europe plus sociale.

« Société ouverte »

Pour le parti travailliste, l'Europe a pendant des décennies semblé aller à l'encontre de la création d'un Commonwealth socialiste britannique post-1945 et de la perception post-impérialiste d'un rôle distinctif d'« autorité morale » que le Royaume-Uni aurait à jouer dans le monde. Ce manque d'enthousiasme face à l'Europe se perçoit toujours dans la réticence déprimante et manifeste de Jeremy Corbyn à s'engager dans le débat sur le référendum.

En l'absence d'efforts plus résolus de nos dirigeants, les partisans de la sortie finiront par gagner la partie. Ils jouent la carte de l'émotion bien mieux que les europhiles. Les arguments des pro-Brexit, bien que fallacieux, visent le cœur et font mouche. Selon eux, le Brexit est l'occasion de « reprendre le contrôle » de leur avenir. Leurs contradicteurs marquent quelques points en présentant un tableau sombre des risques que présente la sortie du pays de l'Union, mais le « Project Fear » doit être mis en balance avec le « Project Hope ».

Notre adhésion à l'UE a principalement servi de base à la « société ouverte » que le Royaume-Uni est devenu. Cette société, malgré ses inégalités et ses défauts, offre aux Britanniques l'opportunité de mener une vie plus épanouissante que les générations précédentes. Elle doit pourtant faire face à des menaces majeures pour l'avenir, tant au niveau de sa compétitivité économique que de sa sécurité nationale. La question qui se pose véritablement est la suivante : sommes-nous plus ou moins en mesure de défendre notre société ouverte en étant membre de l'UE ? Ceux qui votent en faveur du Brexit veulent avant tout relever le pont-levis et rejeter la modernité.

Dans un monde marqué par le chaos au Moyen-Orient, la résurgence de la Russie et les troubles africains aux portes de l'Europe, dans un monde confronté à des défis majeurs comme le changement climatique et la migration, n'est-il pourtant pas censé travailler en étroite collaboration avec nos voisins les plus proches, dont nous partageons largement les

« Les pro-Brexit rejettent la modernité »

intérêts et les valeurs ? Ce partenariat peut s'avérer frustrant par moments, étant donné que d'autres pays ont tout autant le droit que nous de défendre leur

souveraineté et leurs intérêts nationaux coûte que coûte, mais l'UE établit un cadre de collaboration solide qui a pendant des décennies garanti la paix, la démocratie et l'économie sociale de marché. Si nous abandonnons l'Europe le 23 juin, il n'y aura aucun retour en arrière possible. Pourtant, notre adhésion active à l'Union européenne n'est-elle pas le seul moyen de manifester un « patriotisme moderne » ?

Roger Liddle, coprésident du think tank Policy Network, membre de la Chambre des Lords (Parti travailliste). Auteur de *The Risk of Brexit: the Politics of a Referendum*